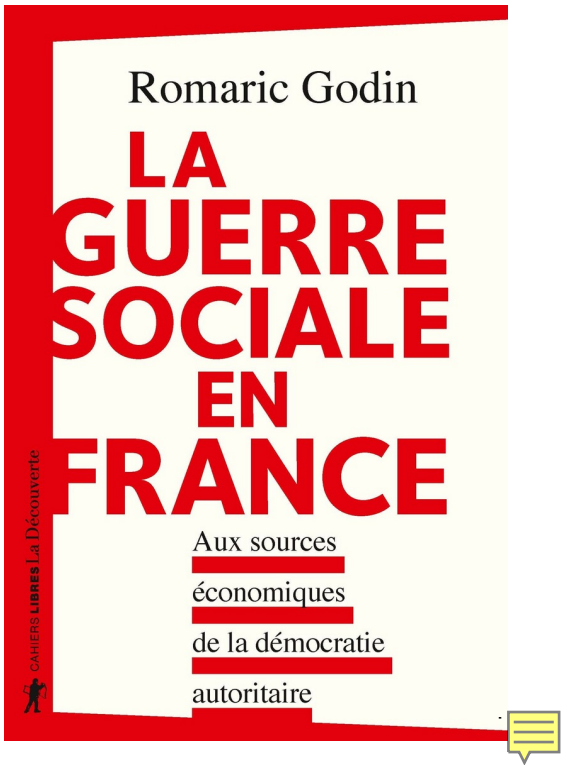
Romaric Godin, *La guerre sociale en France. Aux sources économiques de la démocratie autoritaire*, Paris, La Découverte, 250 p.



Nous publions ici un extrait de La guerre sociale en France *de Romaric Godin, journaliste à Médiapart en tant que spécialiste des questions économiques. Il y analyse l'autoritarisme toujours plus prégnant en France, dont certaines racines sont à rechercher dans l'offensive néolibérale et, plus spécifiquement, dans ce qu'il nomme le « fanatisme centriste » de la présidence Macron.*

***

Présentation du livre

La tentation d'un pouvoir autoritaire dans la France de 2019 trouve ses racines dans le projet économique du candidat Macron. Depuis des décennies, la pensée néolibérale mène une guerre larvée contre le modèle social français de l'après-guerre. La résistance d'une population refusant des politiques en faveur du capital a abouti à un modèle mixte, intégrant des éléments néolibéraux plus modérés qu'ailleurs, et au maintien de plus en plus précaire d'un compromis social.

À partir de la crise de 2008, l'offensive néolibérale s'est radicalisée, dans un rejet complet de tout équilibre. Emmanuel Macron apparaît alors comme l'homme de la revanche d'un capitalisme français qui jadis a combattu et vaincu le travail, avec l'appui de l'État, mais qui a dû accepter la médiation publique pour « civiliser » la lutte de classes. Arrivé au pouvoir sans disposer d'une adhésion majoritaire à un programme qui renverse cet équilibre historique, le Président fait face à des oppositions hétéroclites mais qui toutes rejettent son projet néolibéral, largement à contretemps des enjeux de l'époque.

Le pouvoir n'a ainsi d'autre solution que de durcir la démocratie par un excès d'autorité. Selon une méthode classique du néolibéralisme : de l'épuisement de la société doit provenir son obéissance.

Le fanatisme centriste

Avec le mouvement des Gilets jaunes apparu en novembre 2018, la violence s'est installée dans les rues de France. Cette violence, aussi intellectuelle, entretient la violence physique. Le rejet dont fait l'objet le président dans une partie de la population est large et profond ; il conduit à des scènes de violence symbolique à son encontre depuis le début du quinquennat. Les slogans hostiles et souvent pleins de colère le visent directement en tant que représentant de cette volonté de bouleverser le pays. Cette haine, que François Ruffin, député de la France insoumise, met en évidence comme un avertissement à la majorité des les premiers jours du quinquennat[1], s'est accrue au fil des mesures gouvernementales. Durant les manifestations contre la réforme SNCF, en mai 2018, un mannequin à l'effigie de Macron a été brûlé à Nantes. La volonté d'aller investir l'Élysée lors des premières semaines de manifestations de Gilets jaunes a illustré aussi cette montée des tensions au sein de la société française et le rejet radical de la figure du président. De son côté, le camp néolibéral également s'est radicalisé. Il a quitté les pages austères des rapports pour entrer dans une surenchère de violence symbolique et verbale qui se traduit par des campagnes violentes de harcèlement et d'injures sur les réseaux sociaux, menées par des comptes anonymes. Ces campagnes, longtemps apanage des partis radicaux de gauche comme de droite, sont désormais parfois organisées par le parti présidentiel[2]. Les centristes néolibéraux, qui aiment à se présenter comme les amis du consensus, de la modération et de la raison, ont changé de ton – dans les lieux de pouvoir, sur les ondes et les plateaux.

Et plutôt que de réaliser une forme d'« union républicaine », ils versent de l'huile sur le feu, rendant la confrontation toujours plus violente et la tension toujours plus vive entre les partisans de la transformation néolibérale et ceux qui entendent y résister. On comprend bien pourquoi la réalisation d'un arc républicain autour d'Emmanuel Macron est difficile, voire impossible : un tel arc supposerait de trouver des compromis, de reculer sur ce qui semble inacceptable à une partie de la population. Ce serait revenir dans le jeu politicien que Macron a tant fustigé, transiger sur la transformation néolibérale du pays et, selon lui, avec la vérité. La seule union républicaine qu'il propose est l'union derrière l'institution, et rien de plus ; ce qui n'est pas en mesure d'apaiser la situation.

Cette radicalisation ne doit pas surprendre. Les centristes néolibéraux ne sont pas des hésitants entre deux camps, la droite et la gauche, comme pouvaient l'être jadis les libéraux allemands ou même les chrétiens-démocrates français du MRP. Ces centristes rejettent fortement droite et gauche au nom de la « réalité ». On a vu précédemment combien ce centrisme était certain de comprendre la vérité en s'adossant à une synthèse scientifique et en rejetant tout autre point de vue. Eux seuls saisissent le sens de cette réalité et refusent de transiger. Eux seuls sont capables de faire entrer le pays dans cette réalité. Dès lors, il leur est impossible de céder aux injonctions de ce que le président appelait dans ses vœux pour 2019 une « foule haineuse ». Ce refus de céder est d'abord un refus de transiger sur les réformes et leur rythme. Ils se dressent en défenseurs de la « vérité ». Le 30 mars 2019, lors d'un meeting de la liste Renaissance aux européennes, soutenue par Emmanuel Macron, un responsable local de La République en marche (LREM), Jean François-Poncet, déclare avec aplomb qu'« une des valeurs que porte le progressisme, c'est la vérité[3] ». Ce sentiment de certitude et de vérité conduit à une forme de rejet de toute autre voie. Le néolibéralisme a transformé le centrisme en « extrême centre », pour reprendre le très pertinent terme du philosophe canadien Alain Deneault[4].

Dès ses premiers pas en politique, Macron a été le représentant de ce courant. Pour imposer sa politique, lui-même n'a pas hésité à recourir aux ressorts d'une certaine démagogie que certains, parlant d'autres camps que le sien, qualifient de « populiste ». Emmanuel Macron marque un dédain suprême des « corps intermédiaires », syndicats, médias ou partis politiques, en qui il voit les agents de ce qu'il condamne. En février 2018, interpellé par un syndicaliste du site PSA de Mulhouse, Bruno Le Maire réplique en une phrase qui résume cette vision : « Vous faites partie de ces gens qui mènent le pays a la ruine. » Aussi ne peut-on transiger avec de tels opposants. Et, en effet, ce sont ces corps intermédiaires qui font surgir au sein des décisions politiques les sentiments de la population. Et qui garantissent à leur mesure la démocratie. Ce sont donc les véritables ennemis de cette « démocratie encadrée » dont rêvent plutôt les néolibéraux. Dans une « démocratie néolibérale », les contre-pouvoirs sont ceux des « experts », autrement dit ceux qui valident la pensée néolibérale dans des institutions « indépendantes » chargées d'assurer une voie politique qui échappe aux « passions populaires ». C'est tout le contraire des corps intermédiaires qui doivent rendre des comptes à des adhérents, des lecteurs ou des militants et qui mettent le pouvoir face à la volonté de ces derniers.

Macron n'aime ces corps intermédiaires que lorsqu'ils abondent dans son sens. Ses relations avec eux sont difficiles, y compris avec des syndicats modérés comme la CFDT et l'UNSA, qu'il n'écoute guère, les jugeant « trop faibles ». Mais moins il les prend en compte, plus ils s'affaiblissent évidemment. Pendant des semaines, alors que s'amplifiait la crise des Gilets jaunes, Laurent Bergé, secrétaire général de la CFDT, a réclamé vainement d'être entendu par l'Élysée[5]. Au lendemain de la décision gouvernementale sur l'assurance chômage, la CFDT ne cachait pas sa colère. « Cela faisait cinq ou six ans que je n'avais pas eu autant les nerfs », reconnaissait ainsi ce même Laurent Bergé[6]. Quant aux concertations sur les ordonnances, la réforme de l'assurance chômage ou celle des retraites, elles ne sont que de façade : le cadre des réformes est tracé puisqu'il s'agit de faire « entrer la France dans la réalité ». Ces discussions tournent souvent à vide et court, autour d'un constat d'échec acquis dès le départ.

Quant à ses rapports avec les partis politiques, le président ne se montre guère plus enclin au compromis. Sa stratégie n'est pas de se forger des alliances mais de renforcer son propre mouvement pour affaiblir les autres partis. Ce refus de transiger est la caractéristique d'un positionnement extrême, refusant de mettre en péril par des alliances la pureté de la vérité défendue. La stratégie macroniste est plus une stratégie de transfuge qu'une stratégie de consensus. Ainsi a-t-on vu la majorité présidentielle, après les élections, aller chercher un peu à gauche (avec le falot secrétaire d'État à la fonction publique Olivier Dussopt), beaucoup à droite (avec Frank Riester, ministre de la Culture, et, surtout, Édouard Philippe, Bruno Le Maire et Gérald Darmanin), ainsi que chez les écologistes (avec Pascal Canfin et Pascal Durand, présents sur la liste européenne présidentielle). Il s'agit de renforcer le « centre » néolibéral en vidant les oppositions plus qu'en passant des alliances. Le 31 mai 2019, Gilles Boyer résume cette stratégie en indiquant qu'aux prochaines élections municipales un maire qui ne se fera pas élire avec le soutien de la majorité sera un « ennemi du président en 2022 ». Le terme n'est pas choisi au hasard : il ne s'agit plus de s'allier mais de se rallier. Et celui qui n'est pas avec le président est son ennemi. Car il s'agit bien d'une guerre que mène Emmanuel Macron.

L'exception est le MoDem, parti largement moribond en 2017, avec lequel il a accepté de négocier un ralliement pour éviter la candidature de François Bayrou et une division du bloc néolibéral au premier tour. Mais cette alliance est peu significative dans la mesure où les visions du MoDem et de Macron se recoupent très largement et que le niveau du

compromis à accepter pour cette alliance est très faible, puisqu'il se joue surtout au niveau des postes attribués.

Reste les médias : Macron les a durement traités, alors même qu'une grande partie d'entre eux lui était très favorable. La première conférence de presse a eu lieu après presque deux ans d'exercice du pouvoir. Lors de la campagne présidentielle et, plus tard, lors de l'affaire Benalla, il est largement sorti de sa réserve pour attaquer frontalement une presse qui lui semblait défavorable. Au plus fort de cette affaire, en juillet 2017, il a même proclamé que la France avait désormais une « presse qui ne recherche plus la vérité ». Ce mot est très significatif : il trahit la vision d'un pouvoir qui croit tellement incarner la vérité que ses opposants ou ceux qui le mettent en difficulté sont des ennemis de la vérité.

Le rejet des corps intermédiaires traduit une vision radicale où la vérité et la réalité seraient dans un camp et l'erreur et l'utopie dans l'autre. Aucune discussion n'est alors possible avec le camp d'en face. Et si ce camp refuse de se soumettre, ce ne peut être que par ignorance ou par volonté de défendre des rentes contre la volonté générale. Dans les deux cas, les oppositions, politiques, sociales ou médiatiques, doivent être combattues par une dévalorisation radicale. L'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir s'est donc accompagnée du développement d'un mépris très fort des opposants allant jusqu'à l'usage de l'injure. Le président lui-même a ouvert la voie, multipliant les « petites phrases » contre les « fainéants », les « Gaulois réfractaires à toute réforme » ou encore « Jojo le Gilet jaune ». Ces pratiques se sont diffusées largement au sein des sympathisants et des militants macronistes qui, à l'image de certains de leurs adversaires, ont utilisé les réseaux sociaux pour dénigrer et harceler des opposants.

La vision de l'opposant est souvent la même du point de vue des centristes néolibéraux : il est nationaliste, fascisant, excessif, homophobe, ignare et vulgaire[7]. C'est une vision caricaturale d'un « mauvais peuple » qui s'opposerait à un « bon peuple » obéissant, respectueux des hiérarchies et ouvert sur le monde. D'un côté, « Jojo le Gilet jaune » et, de l'autre, le bon citoyen participant au « Grand débat[8] ». C'est ici la « foule » et là le « peuple ». Ce discours est confirmé dans le propos liminaire de la conférence de presse du 25 avril 2019. De même, il a été utilisé dès le début du quinquennat, lorsque la popularité du président n'a cessé de tomber à mesure qu'il engageait ses réformes ; beaucoup utilisaient l'argument de l'« inculture économique » pour expliquer le manque d'enthousiasme de la population envers le chef de l'État : « Les Français ne comprennent absolument rien aux raisonnements qui structurent ses réformes », proclamait ainsi dans *Les Échos* l'éditorialiste Éric Le Boucher[9], ancien membre de la commission Attali. C'est le discours habituel de la bourgeoisie française, celle qui a fait justifier la haine de la Commune à Gustave Flaubert lorsque, dans une lettre à George Sand, il écrivait : « Le peuple est un éternel mineur […] et le plus pressé est d'instruire les riches qui, en somme, sont les plus forts. » Comment parler avec des incultes qui ne comprennent rien et ne veulent rien comprendre ? Le dialogue est impossible et, du reste, il n'est pas voulu : il ne s'agit pas de dialoguer mais de convaincre pour obtenir un consentement entier. C'est bien pour cette raison que, durant le « Grand débat », le président de la République n'a pas discuté avec les Français, mais il leur a « répondu », pour les convaincre de la rationalité et de la vérité de son point de vue. Et n'a cessé de marteler cette certitude qui est en lui depuis la campagne présidentielle et qui est profondément néolibérale : toutes les paroles ne se valent pas. Cette phrase, prononcée dans son meeting du 1er mai 2017, a été confirmée lors du « Grand débat » avec les intellectuels le 18 mars 2019[10] : le monde se divise entre sachants et non sachants ; les seconds doivent se soumettre aux premiers, démocratie ou pas. Face à la crise des Gilets jaunes, cette tendance à rejeter l'adversaire dans une

caricature repoussante a franchi des limites. Toute occasion est désormais bonne pour réduire l'opposition, incarnée par les Gilets jaunes, a cette « foule haineuse ». Les Gilets jaunes sont le réceptacle de tous les maux de la terre : climatosceptiques, violents, crétins, et surtout racistes et antisémites. Les débordements antisémites de plusieurs manifestants ont ainsi conduit à un phénomène de *reductio ad Hitlerum* de l'ensemble du mouvement et, même, de l'opposition, sous la plume de Bernard-Henry Lévy[11]. C'est un argument en déconnexion complète avec les revendications exprimées chaque samedi, lesquelles sont principalement économiques et sociales et très rarement identitaires ou racistes[12], même si une partie des Gilets jaunes peut se reconnaître dans un vote d'extrême droite qui est défini par Emmanuel Macron comme son principal adversaire.

La position des centristes est beaucoup moins complexe que la réalité ; toute opposition devient par nature fascisante sous le coup d'un syllogisme limpide : Emmanuel Macron a battu Marine Le Pen, ceux qui s'opposent à Emmanuel Macron sont donc des partisans de Marine Le Pen. Mais ce raccourci oublie évidemment le contexte de cette élection et, depuis, l'impossibilité de trouver une issue démocratique à l'opposition aux réformes. Sans doute cette impossibilité tient-elle aux opposants eux-mêmes qui ne sont pas d'accord sur l'alternative. Mais cette impossibilité qui infirme l'aspect uniformément fascisant de cette opposition ne saurait dissimuler le caractère fondamentalement minoritaire du néolibéralisme en France.

Progressivement la base sociale du macronisme se précise, autour d'une partie de la population capable de s'identifier avec les buts du néolibéralisme, autrement dit de la défense du capital face au travail. Les élections européennes de mai 2019, premier scrutin depuis l'élection de la nouvelle majorité, confirment cette clarification : l'électorat macroniste a perdu une partie de sa composante de centre gauche mais a gagné largement à droite auprès de la composante pro-néolibérale de l'électorat Fillon, comme le prouve le succès des macronistes dans l'Ouest parisien, par exemple. La base électorale est sensiblement du même ordre : 10 % des inscrits, mais est beaucoup plus homogène socialement.

Cette base sociale, ce sont les élites qui ont fait « sécession[13] » des autres couches sociales, s'enfermant dans des pratiques sociales et dans un monde ou les contacts sont de moins en moins possibles et souhaités avec le reste de la population. Cet enfermement d'une bourgeoisie intellectuelle sûre d'elle-même, qui se voit confirmée dans sa conviction d'avoir raison par son isolement même, est le moteur du succès politique de Macron, mais aussi de la radicalisation de sa politique et, enfin, de la vision caricaturale et apeurée du peuple surgissant sous le gilet jaune. Significativement, le moment de cette « sécession » correspond à l'avènement du néolibéralisme en France, autrement dit à cette pensée radicale porteuse de l'idée que le capital et la richesse représentent le camp de la raison. Le néolibéralisme courant a renforcé l'esprit de classe, l'unité sociale autour de la défense du capital. Dans la guerre sociale qui est menée, c'est l'identité de cette classe, son existence même qui est en jeu. C'est aussi son échec : celui de n'avoir pu rallier à ses intérêts la masse de la population, comme l'avait fait jadis la *Bildungsbürgertum* allemande autour du choc de l'hyperinflation. Mais c'est que l'histoire française est différente, marquée par la violence de la lutte sociale, ce qui rend impossible une large union derrière les intérêts du capital. C'est à la fois cette impuissance et cette radicalisation des positions sociales que traduit la violence des réactions au mouvement des Gilets jaunes.

Les institutions démocratiques deviennent le paravent de la défense d'un néolibéralisme aux abois, retranché derrière un bloc social qui ne l'est pas moins. La République est mise,

par les défenseurs du pouvoir, en équivalent avec une autorité qui s'emploie à briser les équilibres créés par la République depuis moins d'un siècle. La défense de la démocratie est avancée pour protéger un paradigme néolibéral qui s'échine à réduire son champ d'application dans les domaines économique et social. Mais, si ces arguments ne portent guère, c'est parce que République et démocratie deviennent, dans le contexte de progression du néolibéralisme, des institutions inopérantes. Des lors, il ne s'agit plus que de défendre l'ordre, et en particulier l'ordre économique. Dans le contexte de guerre sociale qui se développe, la défense de l'ordre est avant tout celle des réformes néolibérales au profit du capital.

La radicalisation de l'« extrême centre » évoque le retour aux réflexes traditionnels de la bourgeoisie française du XIXe siècle, à commencer par les thermidoriens de la Révolution française. Au nom de la défense de l'ordre économique et social, dont ils étaient les bénéficiaires après la première période révolutionnaire (1789-1791), ces derniers s'opposent à la fois à ceux qui, à gauche, souhaitent renforcer le pouvoir du monde du travail et à ceux qui, à droite, veulent le retour de l'Ancien Régime. La Convention thermidorienne et le Directoire instaurent un régime ou, sous les apparences représentatives et l'instauration d'un État de droit, l'État est utilisé au profit d'une classe : la bourgeoisie. Les opposants à la République deviennent alors des monstres, des opposants à la Révolution et aux droits de l'homme. L'ordre légal était bourgeois, et qui s'y opposait ne pouvait le faire qu'hors de cet ordre ; et donc devait être écrasé. C'est ce qui s'est passé par deux fois : lors de l'insurrection populaire du 1er prairial an III (20 mai 1795), où le peuple de Paris réclame du pain et une lutte contre la spéculation des grains par le retour du « maximum» ; et le 13 vendémiaire an III (5 octobre 1795), ou les quartiers royalistes parisiens tentent de s'emparer de la Convention et sont écrasés par les canons du jeune Bonaparte devant les marches de l'église Saint-Roch.

Certes, le suffrage censitaire ne dissimulait pas alors le caractère de classe de l'État. Mais ce mode de scrutin s'appuie sur une justification sociale : celle qui fait de la richesse (qui s'appuie principalement sur la propriété foncière), donc du succès économique, une « vertu politique ». Selon Boissy d'Anglas, un des rédacteurs de la Constitution de 1795, les propriétaires « sont attachés au pays qui la contient, aux lois qui la protègent, à la tranquillité qui la conserve, et doivent à cette propriété et à l'aisance qu'elle donne l'éducation qui les a rendus propres à discuter avec sagacité et justesse les avantages et les inconvénients des lois qui fixent le sort de leur patrie[14] ». L'identité est construite entre le succès économique, l'accès à la raison et le pouvoir politique. Le rêve du régime bourgeois qui déterminera la France du XIXe siècle se construit sur ce « centre », qui ressemble étonnamment au macronisme : la sagesse réside dans la prospérité du capital, et ceux qui refusent cette vérité ne sont guère dignes d'entrer dans le débat public. En 1831, critiqué sur sa répression de la révolte des canuts, Casimir Perrier, Premier ministre autoritaire de Louis-Philippe et célèbre banquier, justifie les mesures par le fait que les insurgés se sont armés contre « la liberté du commerce et de l'industrie ». Ce qui, pour lui, revient à une attaque contre la société. « La société ne peut se laisser menacer impunément », déclare-t-il devant la Chambre des députés le 26 décembre 1831. En 1832, 1833 et 1834, ce régime écrasera dans le sang les révoltes ouvrières de Paris et Lyon.

L'instauration du suffrage universel en 1848 ne change fondamentalement rien à cette situation. Le pouvoir reste dans les mains de la bourgeoisie, et c'est une condition de l'octroi de ce suffrage. Adolphe Thiers le résumera plus tard par cette phrase : « La République sera conservatrice ou ne sera pas. » Pour assurer ce pouvoir et passer l'envie au monde du travail de le contester, on a recours à la force la plus brutale, en juin 1848 et

mai 1871. Ces usages de méthodes violentes ont toujours été justifiés par une forme d'équivalence entre les ennemis sociaux de la bourgeoisie et des barbares à demi humains. La « foule haineuse » d'Emmanuel Macron répond très exactement à la « vile multitude » d'Adolphe Thiers. Dans son discours prononcé à l'Assemblée en 1850, ce dernier faisait la nuance entre cette multitude « qui égorge à Paris, verse le sang, incendie les palais et les statues » et « le peuple, le vrai peuple » qui « souffre, travaille et paie vos fautes, vous qui vous en réclamez ses amis »[15]. Cette rhétorique fondée sur « le bon et le mauvais peuple » a largement été employée par la majorité présidentielle devant les Gilets jaunes : d'un côté, la minorité de « casseurs » et, de l'autre, un peuple souffrant de ces dégradations, dont l'impact est souvent surestimé pour effrayer les « braves gens[16] ».

Au XIXe siècle, il y avait bonne conscience à tirer sur ces ennemis de l'intérieur parce qu'ils réclamaient un pouvoir qui ne leur était pas dû en raison de ce qu'ils étaient. Dans le bourgeois sage, sûr que ses intérêts sont ceux de l'intérêt général, cette bonne conscience justifie les pires actions. Rien n'en a mieux rendu compte que la description du père Roque, en juin 1848, dans *L'Éducation sentimentale*, de Gustave Flaubert, alors moins sauvagement hostile aux masses, ou l'on voit ce bon bourgeois de province mobilisé dans la garde nationale tirer sur un insurgé prisonnier aux Tuileries. « Au moins, la, il les avait sous lui, ces brigands ! Il jouissait de leur défaite, de leur abjection, et ne pouvait se retenir de les invectiver. » Puis, une fois le coup donné, il rentre chez lui, dans un logement dévasté par l'insurrection. « Les dommages causés par l'émeute à la devanture de son immeuble n'avaient pas contribué médiocrement à le rendre furieux. Il lui sembla, en la revoyant, qu'il s'était exagéré le mal. Son action de tout à l'heure l'apaisait, comme une indemnité. »

Comment, à la lecture de ces pages, ne pas songer à l'hystérie collective qui s'est emparée du gouvernement et de ses défenseurs lorsque, par exemple, les manifestants ont brulé le restaurant Fouquet's, sur les Champs-Élysées à Paris, le 16 mars 2019 ? Comme alors, l'attaque aux biens et la remise en cause de l'ordre économique semblaient justifier toutes les sévérités, y compris le recours à l'armée. Deux jours plus tard, lors de son débat avec les intellectuels, Emmanuel Macron parle de « terribles événements » mettant en cause les institutions. La veille, il accusait les incendiaires du Fouquet's, restaurant privé, « d'abîmer la République pour casser, pour détruire au risque de tuer ».

Cette fureur ne rappelle-t-elle pas celle du père Roque ? Il y a là un réflexe de classe, un rejet profond qui justifie tout. Dans sa réponse à la lettre de Flaubert citée plus haut, George Sand affirmait que, devant la Commune, sa « volonté » et son « raisonnement » étaient en lutte « contre une impression profonde, insurmontable quant à présent»[17]. C'est cela sans doute, le fanatisme centriste : devant l'atteinte aux biens, tout s'efface. Et ne reste que la violence. Dans une autre lettre, la retraitée de Nohant ne le cache pas : elle admire l'homme des campagnes qui « du moins a l'amour *féroce* de la propriété » et « dès qu'il voit un passant de mauvaise mine » est « prêt à tomber dessus »[18].

La démocratie existe en France, bien sûr. Comme elle existait formellement en juin 1848 et même en mars 1871. Mais, comme alors, elle est, dans sa forme, dans sa pratique, incapable de résoudre les conflits sociaux. Le caractère de classe de l'État, le paroxysme des positions et une situation politique inextricable conduisent à devoir régler le conflit par une autre voie. Celle de la violence et de l'autoritarisme s'imposerait. C'est donc sur cette voie que la démocratie française s'est engagée en cette année 2019.

1François Ruffin, « Lettre ouverte à un président déjà haï », *Le Monde*, 4 mai 2017.

2Une étude a analysé finement l'utilisation par LREM de comptes anonymes sur Twitter lors de la campagne des européennes. *Cf*. Géraldine Lacroix et Antton Rouget, « Comment une nébuleuse LREM instrumentalise les réseaux sociaux », Mediapart, 9 avril 2019.

3Entretien vidéo réalisé par le journaliste du *Huffington Post* Pierre Tremblay.

4Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, Montréal, 2016.

5Virginie Malingre, « Gilets jaunes : les rendez-vous manqués d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 26 février 2019.

6Entretien accordé a *Libération* le 20 juin 2019.

7Lors de sa conférence de presse du 25 avril, il a ainsi résumé le mouvement qui s'est opposé à lui : « Ce mouvement a ensuite été récupéré, nous l'avons tous vu, par les violences de la société : l'antisémitisme, l'homophobie, les attaques contre les institutions, les journalistes parfois, les forces de l'ordre. » Des termes qu'il avait déjà utilisés le 31 décembre 2018.

8Ce terme utilisé par Emmanuel Macron dans une discussion avec des journalistes pour caricaturer l'importance donnée aux Gilets jaunes par rapport aux « officiels ». Daniele Sallenave y voit l'exemple parfait du mépris et du discrédit des élites envers les classes populaires : Daniele Sallenave, *Jojo, le Gilet jaune*, Gallimard, coll. « Tracts », Paris, 2019.

9Éric Le Boucher, « Macron face à l'inculture économique des Français », *Les Échos*, 2 novembre 2017.

10Le 18 mars 2019, Emmanuel Macron a déclaré : « Ce qu'on m'a reproché parfois comme étant de la verticalité, c'était simplement de reconnaître que tout ne se valait pas, et toutes les paroles ne se valent pas à tout moment, sur tout sujet ; quand bien même elle peut être respectueuse et considérer la part d'humanité absolue qu'il y a dans l'autre à qui on parle. » L'humanité permet de faire l'économie de la prise en compte de la parole de l'autre.

11Bernard-Henri Levy, « Qui sont les amis des Gilets jaunes ? », *Le Point*, 31 mars 2019.

12Collectif Quantité critique, « Gilets jaunes : à qui va profiter le mouvement ? », Mediapart, 19 avril 2019.

13Cette réalité a été documentée par Jérôme Fourquet dans une note réalisée pour la Fondation Jean-Jaurès en février 2018, « 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession ». Il l'a développée dans : *L'Archipel français*, Le Seuil, Paris, 2019.

14Cité dans Marc Belissa et Yannick Bosc, *Le Directoire : la République, sans la démocratie*, La Fabrique, Paris, 2018, p. 39.

15Discours a l'Assemblée nationale, le 24 mai 1850.

16Début décembre, Bruno Le Maire estimait que le mouvement des Gilets jaunes était une « catastrophe » pour l'économie française. Son impact a finalement été estimé à un 0,1 point de PIB en moins, et la croissance française n'a pas faibli à l'automne et a l'hiver 2018-2019.

17George Sand, *Lettres d'une vie*, « Lettre 389 du 28 avril 1871 », Gallimard, coll. « Folio classique », Paris, 2004, p. 1150.

18*Ibid*., « Lettre 390 du 15 mai 1871 », p. 1152.